MOBILISATION LYCÉENNE :
LE MINISTÈRE DOIT AMÉNAGER LE BACCALAURÉAT 2027

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

Depuis fin septembre, une part importante de la jeunesse est activement mobilisée pour son avenir. Face à un gouvernement jouant le pourrissement en étant peu à l'écoute et dont les annonces sont très en dessous des attentes des lycéen·nes, le mouvement se poursuit. En résultent de nombreux établissements bloqués, fermés administrativement ou perturbés depuis fin septembre, soit plus de 5 semaines de cours.

Le ministère doit tenir compte de cette réalité. Les quelques annonces du ministre Geffray insistent sur une prétendue équité entre élèves impliquant de ne pas toucher au baccalauréat. Pour la CGT Éduc'action, au contraire c'est de l'égalité devant le baccalauréat dont il est question. À ce titre nous demandons plusieurs aménagements.

D'abord, concernant les épreuves écrites, plutôt qu'un éventuel allègement du programme qui pourrait pénaliser les élèves qui ont déjà réalisé certaines parties retirées, nous demandons que des sujets supplémentaires soient proposés, pour éviter de pénaliser les élèves dont certaines parties n'auraient pu être travaillées en cours.

Concernant les oraux de français, nous demandons la réduction du nombre de textes à présenter. Pour ce qui est de la voie professionnelle, une dérogation de 4 semaines doit être accordée pour les PFMP obligatoires, les recherches d'entreprises ayant pu être compromises lors du mouvement.

Enfin, concernant le contrôle continu, nous demandons la neutralisation du premier trimestre pour l'ensemble des lycées, les évaluations déjà réalisées pouvant évidemment être reportées sur le bulletin du second trimestre. Laisser cette mesure à l'appréciation des établissements reviendrait en effet à identifier dans Parcoursup, toujours en vigueur, les établissements ayant subi des blocages, et donc les élèves y étudiant. C'est un nouvel exemple de la territorialisation du bac et des effets négatifs de la réforme Blanquer.

Les 10 années de surdité des gouvernements d'Emmanuel Macron ont abouti à cette situation. Les élèves ne doivent pas payer les pots cassés de la politique irresponsable de ces gouvernements. **La CGT Éduc'action rappelle que pour sortir par le haut de la situation actuelle, le gouvernement doit répondre immédiatement aux justes et légitimes revendications de la jeunesse et des personnels.**

Montreuil, le 16 novembre 2026

CGT Éduc'action
263, rue de Paris *Case 549* 93515 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 55 82 76 55
www.cgteduc.fr unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgteducaction
@cgteduc.fr